

Pôle Investissement
Direction des Achats Non Médicaux et de la Logistique

Pouvoir adjudicateur :
C.H.R.U. de BREST
2 avenue Foch
29609 BREST CEDEX

PROCEDURE ADAPTEE

REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)

**Réalisation du contrôle qualité d'une étude clinique –
Visite de monitoring et clôtures de l'étude 29BRC19.0048**

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 3 février 2021 à 12h 00

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1
du code de la commande publique – version consolidée du 1^{er} avril 2019

Rédacteur : N.MOAL
Date : Janvier 2020
Référence : 2021DANML0001



SOMMAIRE

Article 1 : TYPE, nom et adresse du Pouvoir adjudicateur	4
ARTICLE 2 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET MODIFICATION DU DCE.....	4
ARTICLE 3 : OBJET ET DESCRIPTION DE LA CONSULTATION	5
3.1 Objet de la consultation.....	5
3.2 Classification CPV	6
3.3 Forme du marché	6
3.4 Durée du marché	6
3.5 Division en lots – modalités d’attribution	7
3.6 Modes de règlement du marché et modalités de financement	7
ARTICLE 4 : CONDITIONS DE LA procedure	7
4.1 Procédure de consultation	7
4.2 Publicité	7
4.3 Référence de la procédure.....	7
4.4 Délai de validité des offres.....	7
4.5 Visites sur sites et/ou consultations sur place	7
4.6 Modifications de détails du dossier de consultation.....	7
4.7 Options	8
4.8 Variantes.....	8
4.9 Développement durable	8
4.10 Insertion par l’activité économique.....	8
ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	8
ARTICLE 6 : MODALITES D’OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
6.1 Obtention du dossier de consultation par voie électronique.....	9
6.2 Obtention du dossier de consultation sous format papier	9
Article 7 : Conditions de participation des candidats	9
Article 8 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES oFFRES.....	9
8.1 La candidature.....	9
8.2 L'offre dématérialisée	12
8.3 Conditions générales de présentation de l’offre	12
8.4 Rédaction des pièces ou documents demandés.....	12
Article 9 : Conditions d’ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	12
9.1 Transmission électronique (voie dématérialisée)	12
9.2 Date et heure limites de remise des candidatures et des offres	12
Article 10 : Remise des échantillons	12
Article 11 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES oFFRES.....	13

11.1	Recevabilité des plis et examen des candidatures	13
11.2	Examen et classement des offres	13
Article 12 : ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS		14
12.1	Attribution	14
12.2	Notification	14
Article 13 : LITIGES ET RECOURS		15

Préambule sur la référence aux textes en vigueur

Cette procédure est passée en application du Code de la Commande Publique, version consolidée au 1^{er} avril 2019.

Les documents de la consultation font référence à ce texte par la mention « Code de la Commande Publique » ou « CCP ».

ARTICLE 1 : TYPE, NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

CHRU DE BREST – Etablissement Public de Santé

Représentant :

Madame la Directrice Générale

Adresse : 2 avenue Foch – 29609 BREST CEDEX

Téléphone : 02 98 22 33 33

Référent(s) technique(s) de la consultation

C.H.R.U. de BREST – Délégation à la Recherche Clinique et à l'Innovation

Correspondant : Valentine GUITON

Adresse : 2 avenue Foch – 29609 BREST CEDEX

Téléphone : 02 98 22 31 41

Adresse de courrier électronique (courriel) : valentine.guiton@chu-brest.fr

Référent(s) administratif(s) de la consultation

C.H.R.U. de BREST – Cellule Marchés Publics – Direction des Achats Non Médicaux et de la Logistique

Correspondant : Nolwenn MOAL

Adresse : 2 avenue Foch – 29609 BREST CEDEX

Téléphone : 02 98 22 36 03

Adresse de courrier électronique (courriel) : nolwenn.moal@chu-brest.fr

ARTICLE 2 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET MODIFICATION DU DCE

Date limite d'envoi des modifications du DCE par le pouvoir adjudicateur	4 jours (*)	Avant la date limite de remise des offres
Date limite d'envoi des questions/ demande de renseignements complémentaires par les candidats au pouvoir adjudicateur	7 jours (*)	Avant la date limite de remise des offres
Date limite d'envoi des réponses aux questions des candidats par le pouvoir adjudicateur	4 jours (*)	Avant la date limite de remise des offres

(*) jours calendaires

Les demandes de renseignements et questions sont à formuler via la plate-forme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les modifications et les réponses aux questions seront transmises via la plate-forme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> : il est donc impératif que les candidats soient identifiés sur ce site.

ARTICLE 3 : OBJET ET DESCRIPTION DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation des visites de monitoring et de clôture dans les centres participant à l'étude 29BRC19.0048 promue par le CHRU de Brest et qui vise à évaluer un produit de santé dans la préservation des greffons rénaux.

Lieu(x) d'exécution :

CHU AMIENS PICARDIE
Site Sud – D408
80054 AMIENS cedex 1

CHU de BESANCON
Service de néphrologie
3 boulevard Alexandre Fleming
25030 BESANCON cedex

CHU de CAEN
Service de néphrologie
Avenue Cote de Nacre
CS 30001
14033 CAEN

CHU Gabriel Montpied
58 rue Montalembert
63003 CLERMONT FERRAND cedex 1

CHU DIJON BOURGOGNE
14 rue Gaffarel
21000 DIJON

CHU Grenoble
Boulevard de la Chantourne
38043 GRENOBLE CEDEX 9

CHU de LILLE – Hôpital Huriez
Aile Ouest – Service de néphrologie
Boulevard du Professeur Leclerc
59037 LILLE cedex

APHM – Hôpital de la Conception
147 boulevard Baille
13385 MARSEILLE cedex 5

CHU MONTPELLIER
191 avenue du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER cedex 5

CIC Plurithématique
Institut Lorrain du Cœur et des Vaisseaux Louis Mathieu
54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Hôpital Pasteur 2
Service Néphrologie transplantation
151 route Saint Antoine Ginestière
06202 NICE cedex 3

CHRU de REIMS
Service de néphrologie

Hôpital de la maison Blanche
45 rue Cognac Jay
51100 REIMS

CHU de ROUEN
1 rue de Germont
76031 ROUEN cedex

CHU DE SAINT ETIENNE
Néphrologie
Avenue Albert Raymond
42055 SAINT PRIEST EN JAREZ

CHU de STRASBOURG
1 place de l'hôpital
67000 STRASBOURG

Hôpital Saint-Louis
1 avenue Claude Vellefaux
75010 PARIS

Hôpital Necker
Bâtiment HAMBURGER
149 rue de Sèvres
75743 PARIS cedex 15

AP-HP Hôpital Henri Mondor
51, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
94000 CRETEIL

APHP Kremlin Bicêtre
78 rue du Général Leclerc
94275 KREMLIN BICETRE

Hôpital Foch
40 rue Worth
92150 SURESNES

3.2 Classification CPV

La classification CPV (vocabulaire commun des marchés) est la suivante :

79311000	Service d'études
----------	------------------

3.3 Forme du marché

- ☒ Marché ordinaire.
- ☐ Accord-cadre mono-attributaire, avec un minimum et maximum exprimés en quantité
- ☐ Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, avec un minimum et maximum exprimés en valeur
- ☐ Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaires, sans minimum ni maximum,

3.4 Durée du marché

Le marché prend effet à la date de notification du marché pour une période de 12 mois renouvelable de façon expresse par le pouvoir adjudicateur par période de 12 mois jusqu'à la fin de l'étude. La durée totale du marché ne peut cependant pas dépasser 48 mois.

Toutefois, l'Etablissement se réserve la faculté de résilier le marché à n'importe quel moment, sans indemnité pour le titulaire en cas de mauvaise exécution ou non exécution du marché. A défaut d'accord, le marché sera résilié par lettre recommandée avec accusé de réception.

3.5 Division en lots – modalités d'attribution

Les prestations sont réparties en un lot unique.

3.6 Modes de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations, objet du présent marché, sont rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financées selon les modalités suivantes : financement sur les crédits inscrits à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) du CHRU de Brest.

Le paiement est effectué par mandat administratif. Le délai de paiement maximum est fixé, par l'article R.2192-11 du code de la commande publique, à 50 jours à compter de la date de réception des factures par le CHRU de Brest.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE LA PROCEDURE

Le candidat devra impérativement fournir au pouvoir adjudicateur une adresse électronique valide pour tout échange relatif à la procédure.

4.1 Procédure de consultation

Procédure adaptée en application des articles R.2123-1, R.213-4, R.2123-5, R.2131-12 du code de la commande publique.

4.2 Publicité

- ☒ Profil acheteur
- ☒ BOAMP
- ☐ JOUE
- ☐ Autre support :

4.3 Référence de la procédure

2021DANML0001

4.4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

4.5 Visites sur sites et/ou consultations sur place

Sans objet

4.6 Modifications de détails du dossier de consultation

Conformément à l'article R2132-6 du code de la commande publique, le CHRU de Brest se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, selon les délais précisés à l'article 2 du présent règlement de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans contestation possible. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Dans le respect de l'article R2143-1 du code de la commande publique, le délai de réception des candidatures est prolongé lorsque des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation.

4.7 Options

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

Le marché comporte des tranches optionnelles (services et travaux)	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
Le CHRU de Brest se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du code de la commande publique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

4.8 Variantes

Conformément aux articles R.2151.8 à R.2151-11 du code de la commande publique, les variantes sont autorisées dans les conditions décrites ci-après :

4.8.1 Variantes libres (à l'initiative des candidats)

Les variantes à l'initiative des candidats sont-elles autorisées ☒ Oui ☐ Non

4.7.2 Variantes imposées (à l'initiative de l'acheteur)

- Des prestations supplémentaires éventuelles sont-elles demandées ? ☐ Oui ☒ Non
- Des solutions alternatives sont elles demandées ? ☐ Oui ☒ Non

4.7.3 Exigences minimales et modalités de présentation des variantes libres

Le candidat peut présenter toutes variantes libres qu'il jugera pertinentes. Ces variantes sont libres et à l'initiative du candidat et devront respecter l'offre de base.

4.9 Développement durable

Le marché comporte une clause d'exécution environnementale définie au CCAP / CCTP :

☐ Oui ☒ Non

Le marché comporte des critères environnementaux de sélection des offres définis à l'article 11 du présent RC :

☐ Oui ☒ Non

4.10 Insertion par l'activité économique

Le marché comporte une clause d'exécution au titre de l'insertion définie au CCAP / CCTP :

☐ Oui ☒ Non

Le marché comporte des critères sociaux de sélection des offres définis à l'article 10 du présent RC :

☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) du présent marché est composé des documents suivants:

- le règlement de la consultation (R.C.) et son annexe
 - ✓ annexe 1 : Note de procédure sur les réponses électroniques
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe
 - ✓ BPU
- Le formulaire DC1 « lettre de candidature » ;
- le formulaire DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » ;
- l'acte d'engagement (A.E.)

ARTICLE 6 : MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

6.1 Obtention du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

Toutefois, nous attirons votre attention sur le fait que l'identification vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au D.C.E. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Les candidats doivent télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une note « condition relatives à la dématérialisation de la procédure » est disponible à la fin du présent règlement de consultation.

6.2 Obtention du dossier de consultation sous format papier

Sans objet

ARTICLE 7 : CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

L'offre peut être présentée par une seule entreprise ou par un groupement.

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique pour la présentation de l'offre. Toutefois, la forme souhaitée est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir obligé d'assurer sa transformation pour se conformer à ce souhait, en application de l'article 45 II du Code des marchés publics.

Les candidats ne peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Si l'attributaire désigné est un groupement entre plusieurs fournisseurs, le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement, mais tous les co-traitants devront fournir les documents administratifs exigés à l'article 7 du présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

ARTICLE 8 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Chaque candidat ou membre du groupement aura à produire un dossier complet comprenant impérativement les pièces visées au présent article, datées et signées par lui.

8.1 La candidature

Conformément au titre IV de la partie législative du code de la commande publique ainsi qu'au titre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, la candidature contient **impérativement** les documents et renseignements suivants :

Pour un candidat se présentant seul ou pour chaque membre d'un groupement d'opérateurs économiques, sont fournis les déclarations, certificats et attestations suivantes :

- ✓ Une **déclaration sur l'honneur** justifiant qu'il n'entre dans aucun cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5, et aux articles L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L-5212-1 à 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés **OU** la **lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants** (DC1) fourni par le CHRU de BREST dûment complétée et signée.
- ✓ La **déclaration du candidat individuel ou membre du groupement** (DC2) fourni par le CHRU de BREST dûment complétée.

Les documents DC1 - DC2 sont disponibles gratuitement sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

- ✓ Les renseignements et documents ci-dessous concernant la **capacité économique et financière** du candidat :

<input checked="" type="checkbox"/>	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
<input checked="" type="checkbox"/>	Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents
<input type="checkbox"/>	Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre document permettant d'en attester de manière équivalente.

- ✓ Les renseignements et documents ci-dessous concernant la **capacité techniques et professionnelles** du candidat :

<input type="checkbox"/>	Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
<input type="checkbox"/>	Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
<input checked="" type="checkbox"/>	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
<input checked="" type="checkbox"/>	Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché
<input type="checkbox"/>	Indication des techniciens ou des organismes techniques qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et, lorsqu'il s'agit de marchés publics de travaux, auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage
<input checked="" type="checkbox"/>	Description de l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public

<input checked="" type="checkbox"/>	Description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise
<input type="checkbox"/>	Indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en œuvre lors de l'exécution du marché public
<input type="checkbox"/>	Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pour appliquer lors de l'exécution du marché public
<input type="checkbox"/>	Des échantillons, descriptions ou photographies des fournitures
<input type="checkbox"/>	Certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques Il est accepté d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par le candidat, si celui-ci n'a pas accès à ces certificats ou n'a aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés
<input type="checkbox"/>	Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants La capacité du candidat peut être apportée par tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres
<input type="checkbox"/>	Lorsque les produits ou services à fournir sont complexe ou que, à titre exceptionnel, ils doivent répondre à un but particulier, un contrôle effectué par l'acheteur ou, au nom de celui-ci, par un organisme officiel compétent du pays duquel le fournisseur ou le prestataire de service est établi, sous réserve de l'accord de cet organisme ; ce contrôle porte sur les capacités de production du fournisseur ou sur la capacité technique du prestataire de services et, si nécessaire, sur les moyens d'étude et de recherche dont il dispose ainsi que sur les mesures qu'il prendra pour contrôler la qualité

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

8.2 L'offre dématérialisée

L'offre dématérialisée sera constituée par les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son (ou ses) annexes, dûment complétés, datés et signés en version original
- Le bordereau de prix
- Un relevé d'Identité Bancaire (RIB)
- Une documentation technique détaillée comprenant notamment
 - Les moyens humains (+ contact lié au marché)
 - Les moyens techniques
 - Référence

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

8.3 Conditions générales de présentation de l'offre

En cas de discordance constatée dans une offre, les prix nets unitaires HT portés en chiffres prévaudront sur toute autre indication de l'offre. Les erreurs manifestes de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées, seront rectifiées, après accord écrit du candidat.

8.4 Rédaction des pièces ou documents demandés

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en euros.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

9.1 Transmission électronique (voie dématérialisée)

En vertu des articles R2132-7 à R2132-14 du code de la commande publique, la transmission par voie électronique est obligatoire à compter du 1^{er} octobre 2018.

La transmission par voie électronique devra s'effectuer via la plateforme PLACE à l'adresse Internet suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et heure de limites de réception des offres (cf. page 1 du présent règlement et 9.2 du présent règlement de consultation).

Heure : Fuseau horaire de référence GMT/UTC + 1

Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission par voie électronique des plis, le candidat devra se conformer aux dispositions de la note de procédure figurant à la fin du règlement de consultation.

L'acheteur pourra lors de l'attribution procéder à la re-matérialisation des pièces du marché et demander la signature manuscrite de celles-ci à l'attributaire.

9.2 Date et heure limites de remise des candidatures et des offres

Le mercredi 3 février 2021 A 12 h 00

ARTICLE 10 : REMISE DES ECHANTILLONS

Sans objet.

ARTICLE 11 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus avant la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation.

Le responsable des marchés enregistre les documents relatifs à la candidature.

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 et R.2152-1 à R.2152-5 du code de la commande publique. Le jugement des offres donnera lieu à leur classement.

Toutefois, l'examen des candidatures et des offres se fera au cours d'une seule phase.

11.1 Recevabilité des plis et examen des candidatures

En application de l'article R.2144.2 du code de la commande publique, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés, de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous, ce délai est fixé à 5 jours.

Il informe les autres candidats de la mise en œuvre de cette disposition.

Conformément à l'article 2144-7 du code de la commande publique, si le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut pas produire dans le délai imparti, les documents, compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

11.2 Examen et classement des offres

Conformément aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur vérifie que les offres sont régulières, acceptables et appropriées.

MAPA avec négociation :

L'acheteur élimine les offres inappropriées.

L'acheteur négocie avec le ou les candidats ayant présentés les meilleures offres mais se réserve également le droit de ne pas négocier ou d'interrompre les négociations.

La négociation pourra porter sur des questions techniques, organisationnelles et tarifaires.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'éventuellement auditionner les candidats arrivés en tête du classement provisoire des offres.

En application de l'article R.2152-1 du code de la commande publique, les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Lorsque la négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

En application de l'article R.2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur peut toutefois autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

L'acheteur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base des critères pondérés comme suit :

Critères	Pondération	Sous critères
Prix	60 %	Aucun
Valeur technique	40 %	Aucun

Prix : 60 % - une note sur 10 points sera pondérée sur la base du coefficient de 60% sur la base de la formule suivante : offre de prix la plus basse susceptible d'être retenue/offre de prix de l'entreprise jugée X10

En application des articles R.2152-3, à R.2152-5 du code de la commande publique, et si une offre apparaît anormalement basse, l'acheteur peut la rejeter par décision motivée, après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge opportun et vérifier les justifications fournies.

ARTICLE 12 : ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS

En application de l'article L.2181-1 du code de la commande publique, les candidats dont l'offre n'aura pas été retenue en seront informés à l'issue de la procédure de passation. Cette information se fera par le biais d'une notification reçue de la plate-forme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> ou à défaut par courriel avec accusé de réception ou par voie postale.

12.1 Attribution

Le marché sera attribué en vertu des articles R.2152-6 et R.2152-7 du code de la commande publique.

12.2 Notification

En application de l'article R2182-4 du code de la commande publique, le marché public est notifié au titulaire – par le biais d'une notification reçue de la plate-forme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> ou à défaut par courrier recommandé avec accusé de réception – et prend effet à la date de réception de la notification.

Il fournit **obligatoirement** les documents suivants :

- **Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale**, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).
Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- **Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales** ont été satisfaites OU l'état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances, **l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire** prévue à l'article L.243-2 du code des assurances.

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- **Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis)**, délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois, ou l'un des documents suivants :
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Ces pièces doivent être fournies à l'acheteur tous les six mois durant l'exécution de ce marché.

Le candidat retenu doit également remettre à l'acheteur, avant la notification du marché et tous les six mois durant l'exécution de ce marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de **la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail** mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du

travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces seront exigées pour tout marché d'un montant supérieur à 5 000 € HT (art. R.8222.1 du code du travail), dans le délai impératif fixé par le pouvoir adjudicateur. A défaut, l'offre du candidat sera rejetée.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2142-1 à R.2142-14, R.2143-3 et R.2143-4 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, il fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 13 : LITIGES ET RECOURS

En cas de non-conformité avec les conditions prévues au marché, portant notamment sur la qualité et la quantité réceptionnées, les conditions de facturation, l'objet du litige sera notifié par écrit ou par mail au titulaire et donnera lieu à une suspension du délai de paiement jusqu'à résolution du différend.

L'organisme chargé des recours est le Tribunal Administratif de Rennes dont l'adresse est la suivante : Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – CS 44416 – 35044 RENNES CEDEX (Tél. : 02.23.21.28.28).

Les recours précontractuels et contractuels pourront être formés dans les délais et conditions prévus par le chapitre 1^{er} du titre II du décret 2009-1456 du 27 novembre 2009.

Un recours de plein contentieux pourra être formé conformément à la jurisprudence de l'Assemblée du Conseil d'État en date du 16 juillet 2007 (arrêt « Société Tropic Travaux Signalisation »), et ce, pendant un délai de deux mois suivant la publication d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation.